

Sur les banques

Richard Cantillon (v. 1680-1734)

Essai sur la nature du commerce en général, *Troisième partie, Chapitres VI-VIII, 1755*

Des banques, et de leur crédit

Si cent Seigneurs ou Propriétaires de terre, économes, qui amassent annuellement de l'argent par leurs épargnes pour en acheter des terres dans les occasions, déposent chacun dix mille onces d'argent entre les mains d'un Orfèvre ou Banquier de Londres, pour n'avoir pas l'embaras de garder cet argent chez eux, et pour prévenir les vols qu'on leur en pourrait faire, ils en tireront des billets payables à volonté, souvent ils le laisseront là longtemps, et lors même qu'ils auront fait quelque achat, ils avertiront beaucoup de temps d'avance le Banquier de leur tenir leur argent prêt dans l'intervalle des délais des consultations et écritures de Justice.

Dans ces circonstances le Banquier pourra prêter souvent quatre-vingt-dix mille onces d'argent (des cent mille qu'il doit) pendant toute l'année, et n'aura pas besoin de garder en caisse plus de dix mille onces pour faire face à tout ce qu'on pourra lui redemander : il a affaire à des personnes opulentes et économes, à mesure qu'on lui demande mille onces d'un côté, on lui apporte ordinairement mille onces d'un autre côté : il lui suffit pour l'ordinaire de garder en caisse la dixième partie de ce qu'on lui a confié. On en a eu quelques exemples et expériences dans Londres, et cela fait qu'au lieu que les particuliers en question garderaient en caisse pendant toute l'année la plus grande partie des cent mille onces, l'usage de le déposer entre les mains d'un Banquier fait que quatre-vingt-dix mille onces des cent mille sont d'abord mises en circulation. Voilà premièrement l'idée qu'on peut former de l'utilité de ces sortes de banques ; les Banquiers ou Orfèvres contribuent à accélérer la circulation de l'argent, ils le mettent à intérêt à leurs risques et périls, et cependant ils sont ou doivent être toujours prêts à payer leurs billets à volonté et à la présentation.

Si un particulier a mille onces à payer à un autre, il lui donnera en paiement le billet du Banquier pour cette somme : cet autre n'ira pas peut-être demander l'argent au Banquier ; il gardera le billet et le donnera dans l'occasion à un troisième en paiement, et ce billet pourra passer dans plusieurs mains dans les gros paiements, sans qu'on en aille de longtemps demander l'argent au Banquier : il n'y aura que quelqu'un qui n'y a pas une parfaite confiance, ou quelqu'un qui a plusieurs petites sommes à payer qui en demandera le montant. Dans ce premier exemple la caisse d'un Banquier ne fait que la dixième partie de son commerce.

Si cent Particuliers, ou Propriétaires de terres, déposent chez un Banquier leur revenu tous les six mois, à mesure qu'ils en sont payés, et ensuite redemandent leur argent à mesure qu'ils ont besoin de le dépenser, le Banquier sera en état de prêter beaucoup plus de l'argent qu'il doit et reçoit au commencement des semestres, pour un court terme de quelques mois,

qu'il ne le sera vers la fin de ces semestres : et son expérience de la conduite de ses Challans lui apprendra qu'il ne peut guère prêter pendant toute l'année, sur les sommes qu'il doit, qu'environ la moitié. Ces sortes de Banquiers seront ruinés de crédit s'ils manquent d'un instant à payer leurs billets à la première présentation ; et lorsqu'il leur manque des fonds en caisse, ils donneraient toutes choses pour avoir promptement de l'argent, c'est-à-dire beaucoup plus d'intérêt qu'ils ne tirent des sommes qu'ils ont prêtées. Cela fait qu'ils se règlent sur leur expérience pour garder en caisse de quoi faire toujours face, et plutôt plus que moins ; ainsi plusieurs Banquiers de cette espèce, (et c'est le plus grand nombre) gardent toujours en caisse la moitié des sommes qu'on dépose chez eux, et prêtent l'autre moitié à intérêt et le mettent en circulation. Dans ce second exemple, le Banquier fait circuler ses billets de cent mille onces ou écus avec cinquante mille écus.

S'il a un grand courant de dépôts et un grand crédit, cela augmente la confiance qu'on a en ses billets, et fait qu'on s'empresse moins à en demander le paiement ; mais cela ne retarde ses paiements que de quelques jours ou semaines, lorsqu'ils tombent entre les mains de personnes qui n'ont pas coutume de se servir de lui, et il doit toujours se régler sur ceux qui sont dans l'habitude de lui confier leur argent : si ses billets tombent entre les mains de ceux de son métier, ils n'auront rien de plus pressé que d'en retirer l'argent.

Si les personnes qui déposent de l'argent chez le Banquier sont des Entrepreneurs et Négociants, qui y mettent journallement de grosses sommes, et bientôt après les redemandent, il arrivera souvent que si le Banquier détourne plus du tiers de sa caisse il se trouvera embarrassé à faire face.

Il est aisé de comprendre par ces inductions, que les sommes d'argent qu'un Orfèvre ou Banquier peut prêter à intérêt, ou détourner de sa caisse, sont naturellement proportionnées à la pratique et conduite de ses Challans : que pendant qu'il s'est vu des Banquiers qui faisaient face avec une caisse de la dixième partie, d'autres ne peuvent guère moins garder que la moitié ou les deux tiers, encore que leur crédit soit aussi estimé que celui du premier.

Les uns se fient à un Banquier, les autres à un autre, le plus heureux est le Banquier qui a pour Challans des Seigneurs riches qui cherchent toujours des emplois solides pour leur argent sans vouloir, en attendant, le mettre à intérêt.

Une banque générale et nationale a cet avantage sur la banque d'un Orfèvre particulier, qu'on y a toujours plus de confiance ; qu'on y porte plus volontiers les plus gros dépôts, même des quartiers de la ville les plus éloignés, et qu'elle ne laisse d'ordinaire aux petits Banquiers que les dépôts de petites sommes, dans leurs quartiers : on y porte même les revenus de l'Etat, dans les pays où le Prince n'est pas absolu ; et cela bien loin d'en altérer le crédit et la confiance, ne sert qu'à l'augmenter.

Si les paiements dans une banque nationale se font en écritures ou virement de Parties, il y aura cet avantage, qu'on n'y sera pas sujet aux falsifications, au lieu que si la Banque donne des billets on en pourra faire de faux et causer du désordre : il y aura aussi ce désavantage, que ceux qui sont dans les quartiers de la ville, éloignés de la Banque, aimeront mieux payer et recevoir en argent que d'y aller, et surtout ceux de la campagne ; au lieu que si l'on répand

des billets de Banque. On s'en pourra servir de près et de loin. On paie dans les Banques nationales de Venise et d'Amsterdam en écriture seulement ; mais à celle de Londres on paie en écritures, en billets et en argent, au choix des particuliers : aussi c'est aujourd'hui la Banque la plus forte.

On comprendra donc que tout l'avantage des Banques publiques ou particulières dans une ville, c'est d'accélérer la circulation de l'argent, et d'empêcher qu'il n'y en ait autant de resserré qu'il y en aurait naturellement dans plusieurs intervalles de temps.

Autres éclaircissements et recherches sur l'utilité d'une banque nationale

Il est peu important d'examiner pourquoi la Banque de Venise et celle d'Amsterdam, tiennent leurs écritures dans des monnaies de compte différentes de la courante et pourquoi il y a toujours un agio à convertir ces écritures en argent courant, ce n'est pas un point qui soit d'aucune utilité pour la circulation. La Banque de Londres ne l'a pas suivie en cela ; ses écritures, ses billets et ses paiements, se font et se tiennent en espèces courantes : cela me paraît plus uniforme et plus naturel et non moins utile.

Je n'ai pu avoir des informations exactes de la quantité des sommes qu'on porte ordinairement à ces Banques, ni le montant de leurs billets et écritures, non plus que celui des prêts qu'ils font, et des sommes qu'ils gardent ordinairement en Caisse pour faire face : quelqu'autre qui sera plus à portée de ces connaissances en pourra mieux raisonner.

Cependant, comme je sais assez bien que ces sommes ne sont pas si immenses qu'on le croit communément, je ne laisserai pas d'en donner une idée.

Si les billets et écritures de la Banque de Londres, qui me paraît la plus considérable, se montent une semaine portant l'autre à quatre millions d'onces d'argent ou environ un million sterling ; et si on se contente d'y garder communément en Caisse le quart ou deux cents cinquante mille livres sterling, ou un million d'onces d'argent en espèces, l'utilité de cette Banque pour la circulation correspond à une augmentation de l'argent de l'Etat de trois millions d'onces, ou sept cents cinquante mille livres sterling, qui est sans doute une somme bien forte et d'une utilité très grande pour la circulation dans les circonstances que cette circulation a besoin d'être accélérée : car j'ai remarqué ailleurs qu'il y a des cas où il vaut mieux pour le bien de l'Etat de retarder la circulation que de l'accélérer. J'ai bien oui dire, que les billets et écritures de la Banque de Londres ont monté dans certains cas, à deux millions sterling ; mais cela ne me paraît avoir été que par un accident extraordinaire ; et je crois que l'utilité de cette Banque ne correspond en général qu'à environ la dixième partie de tout l'argent qui circule en Angleterre.

Si les éclaircissements qu'on m'a donnés en gros sur les revenus de la Banque de Venise en mil sept cent dix-neuf sont véritables, on pourrait dire en général des Banques nationales que leur utilité ne correspond jamais à la dixième partie de l'argent courant qui circule dans un Etat : voici à-peu-près ce que j'y ai appris.

Les revenus de l'Etat de Venise peuvent monter annuellement à quatre millions d'onces d'argent qu'il faut payer en écritures à la Banque, et les Collecteurs établis pour cet effet, qui reçoivent à Bergame et dans les pays les plus éloignés les taxes en argent, sont obligés de les convertir en écritures de Banque lors des paiements qu'ils en font à la République.

Tous les paiements à Venise pour négociations, achats, et ventes, au-dessus d'une certaine somme modique, doivent par la loi se faire en écritures de Banque : tous les Détailliers, qui ont amassé de l'argent courant dans le troc, se trouvent obligés d'en acheter des écritures pour faire leurs paiements des gros articles ; et ceux qui ont besoin, pour leur dépense ou pour le détail de la basse circulation, de reprendre de l'argent, sont dans le cas de vendre leurs écritures contre de l'argent courant.

On a trouvé que les vendeurs et acheteurs de ces écritures, sont communément de niveau, lorsque la somme de tous les crédits ou écritures sur les Livres de la Banque, n'excèdent pas la valeur de huit cent mille onces d'argent ou environ.

C'est le temps et l'expérience qui ont donné (suivant mon Auteur) cette connaissance à ces Vénitiens. A la première érection de la Banque, les particuliers apportaient leur argent à la Banque, pour y avoir des crédits en écritures, pour la même valeur : dans la suite cet argent déposé à la Banque, fut dépensé pour les besoins de la République, et cependant les écritures conservaient encore leur valeur primordiale, parce qu'il se trouvait autant de particuliers qui avaient besoin d'en acheter, que de ceux qui avaient besoin d'en vendre : ensuite l'Etat se trouvant pressé donna aux Entrepreneurs de la guerre des crédits en écritures de Banque, au défaut d'argent, et doubla la somme de ces crédits.

Alors le nombre des Vendeurs d'écritures étant devenu bien supérieur à celui des Acheteurs, ces écritures commencèrent à perdre contre l'argent, et tombèrent à vingt pour cent de perte : par ce discrédit le revenu de la République diminua d'un cinquième, et le seul remède qu'on trouva à ce désordre, fut d'engager une partie des fonds de l'Etat, pour emprunter à intérêt de l'argent en écritures. Par ces emprunts en écritures on en éteignit une moitié, et alors les Vendeurs et Acheteurs d'écritures se trouvant à peu près de niveau, la Banque a recouvré son crédit primitif, et la somme des écritures se trouve réduite à huit cent mille onces d'argent.

C'est par cette voie qu'on a reconnu que l'utilité de la Banque de Venise, par rapport à la circulation, correspond à environ huit cent mille onces d'argent : et si l'on suppose que tout l'argent courant qui circule dans les Etats de cette République peut monter à huit millions d'onces d'argent, l'utilité de la Banque correspond au dixième de cet argent.

Une Banque nationale dans la Capitale d'un grand Royaume ou Etat, semble devoir moins contribuer à l'utilité de la circulation, à cause de l'éloignement de ses Provinces, que dans un petit Etat ; et lorsque l'argent y circule en plus grande abondance que chez ses Voisins, une Banque nationale y fait plus de mal que de bien. Une abondance d'argent fictif et imaginaire cause les mêmes désavantages, qu'une augmentation d'argent réel en circulation, pour y hausser le prix de la terre et du travail, soit pour enchérir les ouvrages et Manufactures au

hasard de les perdre dans la suite : mais cette abondance furtive s'évanouit à la première bouffée de discrédit, et précipite le désordre.

Vers le milieu du Règne de Louis XIV en France, on y voyait plus d'argent en circulation que chez les Voisins, et on y levait les revenus du Prince sans le secours d'une Banque, avec autant d'aisance et de facilité qu'on lève aujourd'hui ceux d'Angleterre, avec le secours de la Banque de Londres.

Si les virements de partie à Lyon montent dans une de ses quatre Foires à quatre-vingt millions de livres, si on les commence, et si on les finit avec un seul million d'argent comptant, ils sont sans doute d'une grande commodité pour épargner la peine d'une infinité de transports d'argent d'une maison à une autre ; mais à cela près, on conçoit bien qu'avec ce même million de comptant qui a commencé et conclu ces virements, il serait très possible de conduire dans trois mois tous les paiements de quatre-vingt millions.

Les Banquiers, à Paris, ont souvent remarqué que le même sac d'argent leur est rentré quatre à cinq fois dans les paiements d'un seul jour, lorsqu'ils avaient beaucoup à payer et à recevoir.

Je crois les Banques publiques d'une très grande utilité dans les petits Etats, et dans ceux où l'argent est un peu rare ; mais je les crois peu utiles pour l'avantage solide d'un grand Royaume.

L'Empereur Tibère, Prince sévère et économe, avait amassé dans le Trésor de l'Empire deux milliards sept cents millions de Sesterces, ce qui correspond à vingt-cinq millions sterling, ou cent millions d'onces d'argent : somme immense en espèces pour ces temps-là, et même pour aujourd'hui : il est vrai qu'en resserrant tant d'argent, il gêna la circulation, et que l'argent devint bien plus rare à Rome qu'il n'avait été.

Tibère, qui attribuait cette rareté aux monopoles des Gens d'affaires et Financiers qui affermaient les revenus de l'Empire, ordonna par un Edit qu'ils achetassent des terres pour les deux tiers au moins de leurs fonds. Cet Edit, au lieu d'animer la circulation, la mit entièrement en désordre : tous les Financiers resserraient et rappelaient leurs fonds, sous, prétexte de se mettre en état d'obéir à l'Edit, en achetant des terres, qui au lieu d'encherir devenaient à beaucoup plus vil prix par la rareté de l'argent en circulation. Tibère remédia à cette rareté d'argent, en prêtant aux particuliers sous bonnes cautions, seulement trois cents millions de Sesterces : c'est-à-dire, la neuvième partie des espèces qu'il avait dans son trésor.

Si la neuvième partie du trésor suffisait à Rome pour rétablir la circulation, il semblerait que l'établissement d'une Banque générale dans un grand Royaume, où son utilité ne correspondrait jamais à la dixième partie de l'argent qui circule, lorsqu'on n'en resserre point, ne serait d'aucun avantage réel et permanent, et qu'à le considérer dans sa valeur intrinsèque, on ne peut le regarder que comme un expédient pour gagner du temps.

Mais une augmentation réelle de la quantité d'argent qui circule est d'une nature différente. Nous en avons déjà parlé, et le Trésor de Tibère nous donne encore occasion d'en toucher un mot ici. Ce Trésor de deux milliards sept cents millions de Sesterces, laissé à la mort de

Tibère, fut dissipé par l'Empereur Caligula son Successeur dans moins d'un an. Aussi ne vit-on jamais à Rome l'argent si abondant. Quel en fut l'effet ? Cette quantité d'argent plongea les Romains dans le luxe, et dans toutes sortes de crimes pour y subvenir. Il sortait tous les ans plus de six cents mille livres sterling hors de l'Empire pour les marchandises des Indes ; et en moins de trente ans l'Empire s'appauvrit, et l'argent y devint très rare sans aucun démembrement ni perte de Province.

Quoique j'estime qu'une Banque générale est dans le fond de très peu d'utilité solide dans un grand Etat, je ne laisse pas de convenir qu'il y a des circonstances où une Banque peut avoir des effets qui paraissent étonnants.

Dans une Ville où il y a des dettes publiques pour des sommes considérables, la facilité d'une Banque fait qu'on peut vendre et acheter ses fonds capitaux dans un instant, pour des sommes immenses, sans causer aucun dérangement dans la circulation. Qu'à Londres un particulier vende son capital de la Mer du Sud, pour acheter un autre capital dans la Banque ou dans la Compagnie des Indes, ou bien dans l'espérance que dans quelques temps il pourra acheter à plus bas prix un capital dans la même Compagnie de la Mer du Sud, il s'accommode toujours de Billets de banque, et on ne demande ordinairement l'argent de ces Billets que pour la valeur des intérêts. Comme on ne dépense guère son capital, on n'a pas besoin de le convertir en espèces, mais on est toujours obligé de demander à la Banque l'argent nécessaire pour la subsistance, car il faut des espèces dans le bas troc.

Qu'un Propriétaire de terres qui a mille onces d'argent, en paie deux cents pour les intérêts des fonds publics, et en dépense lui-même huit cents onces, les mille onces demanderont toujours des espèces : ce Propriétaire en dépensera huit cents, et les Propriétaires des fonds en dépenseront 200. Mais lorsque ces Propriétaires sont dans l'habitude de l'agio, de vendre et d'acheter des fonds publics, il ne faut point d'argent comptant pour ces opérations, il suffit d'avoir des billets de banque. S'il fallait retirer de la circulation, des espèces pour servir dans ces achats et ventes, cela monterait à une somme considérable, et gênerait souvent la circulation, ou plutôt il arriverait dans ce cas, qu'on ne pourrait pas vendre et acheter ses capitaux si fréquemment.

C'est sans doute l'origine de ces capitaux, ou l'argent qu'on a déposé à la Banque et qu'on ne retire que rarement, comme lorsqu'un Propriétaire des fonds se met dans quelque négoce où il faut des espèces pour le détail, qui est cause que la Banque ne garde en caisse que le quart ou la sixième partie de l'argent dont elle fait ses billets. Si la Banque n'avait pas les fonds de plusieurs de ces capitaux, elle se verrait, dans le cours ordinaire de la circulation, réduite comme les Banquiers particuliers à garder la moitié des fonds qu'on lui met entre les mains, pour faire face ; il est vrai qu'on ne peut pas distinguer par les Livres de la Banque ni par ses opérations, la quantité de ces sortes de capitaux qui passent en plusieurs mains, dans les ventes et achats qu'on fait dans Change-alley, ces billets sont souvent renouvelés à la Banque et changés contre d'autres dans le troc. Mais l'expérience des achats et ventes de capitaux des fonds fait bien voir que la somme en est considérable : et sans ces achats et ventes, les sommes en dépôt à la Banque seraient sans difficulté moins considérables.

Cela veut dire que lorsqu'un Etat n'est point endetté, et n'a pas besoin des achats et ventes de capitaux, le secours d'une Banque y sera moins nécessaire et moins considérable.

Dans l'année mil sept cent vingt, les capitaux des fonds publics et des Bulles qui étaient des attrapes et des entreprises de Sociétés particulières à Londres, montaient à la valeur de huit cents millions sterling, cependant les achats et ventes de capitaux si venimeux se faisaient sans peine, par la quantité de billets de toutes espèces qu'on mit sur la place, pendant qu'on se contentait des mêmes papiers pour le paiement des intérêts ; mais sitôt que l'idée des grandes fortunes porta nombre de particuliers à augmenter leur dépense, à acheter des équipages, des linges et soieries étrangères, il fallut des espèces pour tout cela, je dis pour la dépense des intérêts, et cela mit tous les systèmes en pièces.

Cet exemple fait bien voir, que le papier et le crédit des Banques publiques et particulières peuvent causer des effets surprenants dans tout ce qui ne regarde pas la dépense ordinaire pour le boire et pour le manger, l'habillement et autres nécessités des familles : mais que dans le train uniforme de la circulation, le secours des Banques et du crédit de cette espèce est bien moins considérable et moins solide qu'on ne pense généralement. L'argent seul est le vrai nerf de la circulation.

Des raffinements du crédit des banques générales

La Banque nationale de Londres, est composée d'un grand nombre d'Actionnaires qui choisissent des Directeurs pour en régir les opérations. Leur avantage primordial consistait à faire un partage annuel des profits qui s'y faisaient par l'intérêt de l'argent, qu'on prêtait hors des fonds qu'on déposait à la Banque ; on y a ensuite incorporé des fonds publics, dont l'Etat paie un intérêt annuel.

Malgré un établissement si solide, on a vu (lorsque la Banque avait fait de grosses avances à l'Etat, et que les porteurs de billets de banque appréhendaient que la Banque ne fut embarrassée) qu'on courait sus et que les Porteurs allaient en foule à la Banque pour retirer leur argent : la même chose est arrivée lors de la chute de la Mer du Sud, en mil sept cent vingt.

Les raffinements qu'on apportait pour soutenir la Banque et modérer son discrédit, étaient d'abord d'établir plusieurs Commis pour compter l'argent aux Porteurs, d'en faire compter de grosses sommes en pièces de six et de douze sols, pour gagner du temps, d'en payer quelques parties aux Porteurs particuliers qui étaient-là à attendre des journées entières pour être payés à leur tour ; mais les sommes les plus considérables à des amis qui les emportaient et puis les rapportaient à la Banque en cachette, pour recommencer le lendemain le même manège : par ce moyen la Banque faisait bonne contenance et gagnait du temps ; en attendant que le discrédit se ralentit ; mais lorsque cela ne suffisait pas, la Banque ouvrait des souscriptions, pour engager des Gens accrédités et solvables, à s'unir pour se rendre garants de grosses sommes et maintenir le crédit et la circulation des billets de banque.

Ce fut par ce dernier raffinement que le crédit de la Banque se maintint en mil sept cent vingt, lors de la chute de la Mer du Sud ; car aussitôt qu'on sut dans le public que la

souscription fut remplie par des Hommes riches et puissants, on cessa de courir à la Banque, et on y apporta à l'ordinaire des dépôts.

Si un Ministre d'Etat en Angleterre, cherchant à diminuer le prix de l'intérêt de l'argent, ou par d'autres vues, fait augmenter le prix des fonds publics à Londres, et s'il a assez de crédit sur les Directeurs de la Banque, pour les engager (sous obligation de les dédommager en cas de perte) à fabriquer plusieurs billets de banque, dont ils n'ont reçu aucune valeur, en les priant de se servir de ces billets eux-mêmes pour acheter plusieurs parties et capitaux des fonds publics ; ces fonds ne manqueront pas de hausser de prix, par ces opérations : et ceux qui les ont vendus, voyant ce haut prix continuer, se détermineront peut-être, pour ne point laisser leurs billets de banque inutiles et croyant par les bruits qu'on sème que le prix de l'intérêt va diminuer et que ces fonds hausseront encore, de les acheter à un plus haut prix qu'ils ne les avaient vendus. Que si plusieurs particuliers, voyant les Agents de la Banque acheter ces fonds, se mêlent d'en faire autant croyant profiter comme eux, les fonds publics augmenteront de prix, au point que le Ministre souhaitera ; et il se pourra faire que la Banque revendra adroitement à plus haut prix tous les fonds qu'elle avait achetés, à la sollicitation du Ministre, et en tirera non seulement un grand profit, mais retirera et éteindra tous les billets de banque extraordinaires qu'elle avait fabriqués.

Si la Banque seule hausse le prix des fonds publics en les achetant, elle les rabaissera d'autant lorsqu'elle voudra les revendre pour éteindre ses billets extraordinaires ; mais il arrive toujours que plusieurs particuliers voulant imiter les Agents de la Banque dans leurs opérations, contribuent à les soutenir ; il y en a même qui y sont attrapés faute de savoir au vrai ces opérations, où il entre une infinité de raffinements, ou plutôt de fourberies qui ne sont pas de mon sujet.

Il est donc constant qu'une Banque d'intelligence avec un Ministre, est capable de hausser et de soutenir le prix des fonds publics, et de baisser le prix de l'intérêt dans l'Etat au gré de ce Ministre, lorsque les opérations en sont ménagées avec discrétion, et par-là de libérer les dettes de l'Etat ; mais ces raffinements qui ouvrent la porte à gagner de grandes fortunes, ne sont que très rarement ménagés pour l'utilité seule de l'Etat ; et les opérateurs s'y corrompent le plus souvent. Les billets de banque extraordinaires, qu'on fabrique et qu'on répand dans ces occasions, ne dérangent pas la circulation, parce qu'étant employés à l'achat et vente de fonds capitaux, ils ne servent pas à la dépense des familles, et qu'on ne les convertit point en argent ; mais si quelque crainte ou accident imprévu poussait les Porteurs à demander l'argent à la Banque, on en viendrait à crever la bombe, et on verrait que ce sont des opérations dangereuses.